



10 février 2021
Communiqué de presse

Malgré l'urgence économique et sociale, le Parlement européen refuse de restructurer la dette

Réuni cette semaine en séance plénière, le Parlement européen votait hier un texte sur le rapport annuel d'activité de la Banque centrale européenne.

À cette occasion, la délégation France insoumise a proposé plusieurs amendements pour amorcer un débat sur la dette et la reprise en main de la politique monétaire.

Ces propositions visaient deux objectifs majeurs :

- **restructurer la dette publique**, afin d'en renégocier les montants, permettant ainsi de réorienter une part des budgets européens vers la réponse économique, sociale et sanitaire à la crise actuelle.
- **demander l'annulation de la part de la dette publique émise par les Etats membres dans le cadre de leurs efforts de lutte contre la pandémie de Covid-19 et détenue par la BCE.**

Malheureusement, le Parlement européen a refusé ces propositions, rejetées en bloc par les élus des groupes Renew (LREM) et PPE (LR). Alors que plus de 150 économistes de six pays différents ont signé une tribune défendant l'annulation de la dette, une solution plébiscitée par l'opinion publique, les députés européens libéraux enferment la politique économique dans le carcan de la dette qu'ils font déjà peser comme une épée de Damoclès pour justifier les politiques d'austérité.

La délégation France insoumise dénonce ce vote. Face à la crise sociale et économique, face aux conséquences dramatiques de la pandémie de Covid-19 et à l'heure de l'urgence climatique et environnementale, l'Union européenne se montre incapable de se donner les moyens d'agir et de protéger enfin ses citoyennes et ses citoyens.